

## MANIFESTE URGENCE CHEMSEX

**Après nous être réuni.es** ce jeudi 17 octobre 2024 à l'Hôtel-de-Ville de Paris à l'initiative d'Élus Locaux Contre le Sida, **nous, élu.es locaux et nationaux, militant.es associatifs, professionnel.les de santé, exprimons notre vive inquiétude face au phénomène grandissant du chemsex.** A travers ce manifeste, nous interpellons le nouveau gouvernement, et notamment son Premier Ministre, pour qu'il prenne des mesures urgentes et spécifiques à ce groupe de consommateurs, afin de répondre à cette crise et d'améliorer la santé globale des personnes concernées. **Nous appelons les citoyennes et les citoyens à se saisir de cette question en signant la pétition.**

Pour rappel, le *chemsex* est une pratique visant à combiner sexe et prise de drogues de synthèse et est en dangereuse expansion à tout âge entraînant nombre de conduites à risque pouvant causer la mort dans le pire des cas. Les chiffres sont alarmants : les études estiment une prévalence de la pratique du *chemsex* de 3 à 29% chez les HSH et ce phénomène est associé à des risques sanitaires majeurs, notamment des transmissions accrues d'infections sexuellement transmissibles (IST), des intoxications par surdose, et des troubles psychologiques et des problématiques psychosociales associées. En mars 2022, cette pratique concernait déjà entre 100 000 et 200 000 personnes selon le rapport « chemsex » rendu le 17 mars 2022, par le Professeur A. Benyamina, au ministre chargé de la santé. Malheureusement, **malgré ces chiffres préoccupants, rien n'a été fait au niveau national pour lutter efficacement contre ce fléau.**

C'est dans ce contexte urgent que des responsables associatifs et des élu.es locaux se sont réunis ce jour, à l'initiative d'Élus Locaux Contre le Sida et de son Président et Adjoint à la Maire de Paris, Monsieur Jean-Luc ROMERO-MICHEL. Les discussions qui se sont tenues entre les différentes parties prenantes ont abouti à la **nécessité d'appeler les pouvoirs publics à construire une politique nationale permettant de lutter efficacement contre les dangers sanitaires et sociétaux** (risques épidémiques VIH/VHC et désinsertion sociale) **et les risques individuels du chemsex.** Il s'agit donc d'identifier le phénomène dans ses formes actuelles, d'informer le grand public des risques à court, moyen et long termes, en particulier les jeunes, et soutenir l'ensemble des acteurs de terrain impliqués dans la prise en charge des personnes ayant recours à la pratique du *chemsex*.

De fait, **nous demandons une politique nationale devant être déclinée dans chaque territoire avec l'appui des Agences Régionales de Santé et des collectivités, afin de construire les réponses les plus adaptées, selon les besoins locaux.** Plus précisément, nous invitons le gouvernement à mettre en oeuvre les solutions qui figuraient notamment dans la proposition de résolution qui devait être portée devant la chambre basse le 19 juin dernier – mais annulée en raison de la dissolution de cette dernière – par la députée Brigitte Liso

présidente du groupe d'études VIH et SIDA à l'Assemblée Nationale. Dans cette proposition de résolution, figuraient les mesures suivantes:

1. **Établir un état des lieux épidémiologique** précis du « chemsex », afin de mieux comprendre les déterminants et les conséquences addictologiques, sociales et médico-légales d'un phénomène en expansion et y répondre de manière adaptée et ciblée.
2. **Sensibiliser, informer largement et développer, en lien avec les associations et les établissements recevant du public, une offre de formation à destination de l'ensemble des personnels appelés à être en contact avec les personnes pratiquant le *chemsex***, en premier lieu les professionnels de santé incluant les pharmaciens d'officine, les acteurs médico-sociaux et associatifs, mais également les personnels judiciaires, scolaires et universitaires.
3. **Pleinement intégrer l'enjeu du *chemsex* aux différents dispositifs et actions de prévention combinée et de réduction des risques.** La prescription de la prophylaxie pré-exposition (PrEP) ou des traitements comme prévention (TasP), les rendez-vous de suivi des risques VIH, tout comme les différents dépistages et campagnes de vaccination devront permettre de délivrer des informations et conseils de prévention en santé sexuelle intégrant l'usage de *chemsex*, d'identifier de potentielles situations à risque, et les prendre en charge, le cas échéant. La prévention et la sensibilisation aux usages sexualisés de drogues pourront être abordées pendant la consultation gynécologique proposée aux 15-18 ans ainsi qu'à l'occasion des bilans de prévention mis en place aux âges clés de la vie.
4. **Accompagner les associations et les structures de terrain en première ligne** tels que les centres de santé sexuelle (CSS), les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CEGIDD), les centres de santé communautaires, les consultations de prescription PrEP les centres addictologie (CSAPA & CAARUD) , les Équipes de Liaison et de Soins en Addictologie (ELSA), les maisons santé-jeunesse, les établissements recevant du public et les associations de lutte contre le sida et les hépatites dans leur ensemble pour renforcer précocément l'accessibilité à des prises en charge globales des personnes pratiquant le *chemsex*, dans une logique d'« aller-vers ».

5. **Encourager les parcours de prévention dans des villes volontaires**, en lien avec les collectivités locales, sur le modèle, par exemple, de ce qui a été initié à Paris.
  
6. **Mettre en place des campagnes de prévention « hors les murs »** (lieux de fête, établissements recevant du public, espaces publics, lycées, Universités, Grandes écoles etc.) et intégrer le *chemsex* aux campagnes de promotion de la santé sexuelle en soutenant Santé Publique France et les associations.
  
7. **Collaborer avec les plateformes, sites, applications et établissements de rencontre afin de bâtir avec elles une stratégie de prévention** des IST et sensibiliser les utilisateurs aux risques du *chemsex*, en proposant des outils de repérage précoce des usages à risque et des liens (associatifs ou gouvernementaux) facilitant l'orientation au sein des parcours de prises en charge.